



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Négociation entre Québec et les agents de la paix en services correctionnels Manifestation à l'Assemblée nationale pour refuser des offres inacceptables

(Québec, 26 octobre 2016) – Les agentes et agents de la paix en services correctionnels du Québec se sont rassemblés près de l'Assemblée nationale afin de dénoncer les dernières offres patronales ainsi que leurs demandes concernant le régime de retraite. Sans contrat de travail depuis le 1^{er} avril 2015, les négociations entre le syndicat des agents de la paix en services correctionnels et Québec piétinent depuis plusieurs semaines.

Venu livrer un important message de solidarité aux centaines d'agentes et d'agents de la paix en services correctionnels réunis à Québec, le président de la CSN, Jacques Létourneau, a déclaré que « derrière les portes closes des centres de détention du Québec, des milliers de personnes travaillent dans des conditions souvent très difficiles. Il faut que le gouvernement comprenne que le sous-financement de nos services correctionnels a des effets directs sur les conditions dans lesquelles les agentes et agents exercent leur métier. Surpopulation, manque d'effectif, désuétude des établissements, manque de formation, pour tout cela, ce sont les travailleurs et travailleuses de première ligne qui écopent ».

Alors que les négociations qui ont débuté à l'automne 2015, se déroulaient relativement bien, le Conseil du trésor est venu mettre du sable dans l'engrenage. « Le dépôt des offres du Conseil du trésor en matière salariale et ses demandes relatives au régime de retraite ont entraîné colère et frustration chez les membres, c'est irrespectueux et méprisant », a dénoncé Denis Marcoux, président de la Fédération des employées et employés de services publics–CSN.

Les négociations achoppent sur quatre enjeux majeurs pour le SAPSCQ-CSN, soit la formation obligatoire des agents, les offres salariales du Conseil du trésor, les demandes sur le régime de retraite et le retour de la précarité pour les salarié-es à temps partiel. Pour Mathieu Lavoie, président du SAPSCQ-CSN : « Le Conseil du trésor ne nous offre même pas ce qu'il a convenu avec le secteur public, comme si nous étions moins importants à ses yeux. En plus, il ose s'attaquer à notre régime de retraite, commun avec les cadres des services correctionnels ainsi que les salarié-es de Pinel, alors qu'il est en bonne santé et que nous avons négocié de nouveaux paramètres en 2012. Pour couronner le tout, certaines des propositions de l'employeur viennent carrément précariser le statut de plusieurs d'entre nous. Si le gouvernement croit faire des économies de bouts de chandelles sur notre dos, il va vite voir que nous ne nous laisserons pas faire aussi facilement ».

Les agentes et agents de la paix en services correctionnels qui participaient à la manifestation ont également reçu Ann Gingras, présidente du Conseil central de Québec—Chaudière-Appalaches (CSN), qui a rappelé l'importance de leur travail dans un contexte régional. « Les centres de détention sont présents dans plusieurs régions. À Québec, nous avons constaté dans les dernières semaines l'état insalubre et désuet des lieux. Malgré cela, ici comme ailleurs, vous continuez à faire votre travail qui consiste à assurer la sécurité du public, et vous le faites bien. La population vous en est reconnaissante et vous pouvez compter sur la solidarité du conseil central dans votre lutte ».

À propos

Le SAPSCQ est le syndicat de toutes les agentes et tous les agents de la paix en services correctionnels du Québec et regroupe près de 2 800 membres. Il est membre de la Fédération des employées et employés de services publics qui compte plus de 425 syndicats affiliés représentant environ 60 000 membres œuvrant dans le domaine des services publics et parapublics.

La CSN est une organisation syndicale qui regroupe plus de 325 000 travailleuses et travailleurs réunis sur une base sectorielle ou professionnelle dans huit fédérations, ainsi que sur une base régionale dans treize conseils centraux, principalement sur le territoire du Québec.